



Note d'Orientation Politique

Comblent l'écart entre les sexes dans l'agriculture en Afrique : Vers une égalité réelle pour les femmes agricultrices.

PRÉPARÉE POUR LE SÉMINAIRE INTERNATIONAL

Comment mieux prendre en compte le genre dans la formation agricole et rurale ?

Du 17 au 19 septembre 2024

Abidjan, Côte d'Ivoire

Contexte

Il est bien connu que l'augmentation de la productivité agricole est essentielle pour stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté en Afrique. Elle est également le moteur d'une transformation structurelle : les gains de productivité agricole peuvent fortement faciliter l'investissement des ménages ruraux dans le développement du capital humain des nouvelles générations, favoriser la transition des travailleurs vers des secteurs plus productifs,¹ et améliorer la sécurité alimentaire et la résilience face au changement climatique.²

Ces avantages multiples et à long terme sont cruciaux pour l'Afrique, dont la population pourrait quadrupler au cours de quelques décennies, et en particulier pour les pays subsahariens, où près de la moitié de la population a actuellement moins de 25 ans, et où les systèmes agroalimentaires sont le principal employeur des jeunes dans la région.³

Les systèmes agroalimentaires restent le principal employeur et une source cruciale de moyens de subsistance pour les femmes en Afrique subsaharienne. À ce jour, les femmes continuent de représenter près de la moitié de la main-d'œuvre agricole totale de la région, avec 49 % de toutes les femmes actives employées dans le secteur agricole en 2019, contre une moyenne mondiale de 24%.⁴

Défis, Contraintes et Opportunités pour Améliorer la Rendement des Agricultrices

Malgré leur rôle central dans l'agriculture, les femmes en Afrique continuent de produire moins que leurs homologues masculins, avec des écarts de productivité allant de 6 % en Éthiopie à 66 % au Niger.⁵ Ces disparités ne reflètent pas une moindre compétence des femmes, mais résultent de multiples contraintes : choix de cultures limité et concentration dans les cultures vivrières, accès réduit aux intrants essentiels y compris à la main-d'œuvre, à la formation, au crédit, aux technologies modernes, et aux services de formation et de conseil agricoles.⁶

Les femmes ont également moins d'accès à la terre et subissent des régimes fonciers discriminatoires, ce qui réduit leurs investissements et leur productivité. Des données en Éthiopie et en Tanzanie montrent que les femmes obtiennent des rendements inférieurs en raison, entre autres, de la qualité moindre des terres qu'elles cultivent.⁷

Les connaissances agricoles sont cruciales, mais les agricultrices ont un accès limité à des informations adaptées à leurs besoins. Les services de formations agricoles ne bénéficient pas autant aux femmes qu'aux hommes.⁸ Celles-ci sont souvent inaccessibles pour les femmes en raison des horaires, du manque d'agents formés au genre, des barrières culturelles, des contraintes de temps et de mobilité, ainsi que du manque d'accès aux technologies modernes. Les femmes, surtout les plus pauvres, sont également moins impliquées dans les réseaux professionnels et les organisations agricoles, limitant leur accès à l'information et aux services. Des facteurs structurels, tels que les écarts d'éducation, les normes sociales restrictives, et les discriminations juridiques, amplifient ces disparités.⁹

Ces contraintes, notamment, l'écart d'accès aux intrants agricoles, à la formation et aux services de conseil, représentent une opportunité manquée pour accroître la productivité et réduire la pauvreté. Selon un rapport de 2015 de l'Organisation des Nations Unies et de la Banque mondiale, réduire cet écart pourrait augmenter le PIB de plusieurs pays africains. Par exemple, au Malawi, en Tanzanie et en Ouganda, les gains potentiels en PIB seraient respectivement de 100 millions USD, 105 millions USD et 67 millions USD.¹⁰ Au Nigeria, la réduction de l'écart pourrait accroître le PIB de 2,3 milliards USD à 8,1 milliards USD en raison des effets sur d'autres secteurs.¹¹



Réduire l'écart de productivité agricole entre les sexes aurait des effets positifs bien au-delà de ces chiffres, notamment sur divers résultats socio-économiques à long terme. Une productivité accrue et un meilleur régime foncier permettraient aux femmes de mieux contrôler leurs revenus, d'augmenter leur pouvoir de négociation au sein du ménage, et d'influencer les décisions relatives à la production et à la consommation, ce qui améliorerait la sécurité alimentaire des ménages.¹² Les familles où les femmes ont plus d'influence dépensent davantage pour la santé, l'éducation, et la nutrition des enfants, enrichissant ainsi le capital humain des générations futures.¹³ Une meilleure compréhension des causes de cet écart et de ses impacts permettrait de concevoir des interventions politiques plus efficaces.

Cette note présente les données actuelles et émergentes sur les contraintes des femmes agricultrices et propose des solutions pour adapter les formations et services de conseil agricole aux besoins spécifiques des agricultrices en Afrique subsaharienne, et améliorer leur accès aux principaux intrants agricoles.

Solutions Prometteuses Tirées des Évaluations d'Impact et d'Expériences de Terrain d'Acteurs de la Formation Agricole et Rurale en Afrique

Les résultats d'évaluation d'impact du Laboratoire d'Innovation sur le Genre en Afrique (GIL) indiquent des solutions prometteuses qui peuvent lever bon nombre de ces contraintes et aider les agricultrices à atteindre leur plein potentiel, contribuant ainsi au développement économique plus large du continent.

Le Réseau FAR est engagé pour une amélioration de la prise en compte du genre dans les dispositifs de formation agricole et rurale. Les membres issus de ses 19 pays d'Afrique contribuent à tester des innovations sur le terrain en faveur d'un meilleur accès et maintien des femmes à et dans la formation agricole et d'une amélioration de leur insertion sur le marché du travail après avoir été formées.

Tableau 1 : Priorités politiques pour réduire les disparités entre les sexes dans l'agriculture africaine

 Contraintes clés	 Stratégies politiques
Les droits fonciers des femmes sont souvent précaires en raison des cadres normatifs coutumiers et statutaires discriminatoires	• Formaliser les droits fonciers par la certification afin d'accroître la sécurité foncière des femmes. • Élargir la co-titularisation et la titularisation individuelle pour les femmes. • Réformer le droit de la famille et de l'héritage pour protéger les droits des femmes.
Les femmes agricultrices ont un accès limité à la main-d'œuvre (y compris la main-d'œuvre domestique - en particulier celle fournie par les hommes, la main-d'œuvre salariée et les groupes de travail réciproque), aux outils économes en main-d'œuvre tels que la mécanisation, et sont traditionnellement chargées de la majorité des responsabilités domestiques, ce qui restreint leur temps et leur productivité à la ferme.	• Proposer aux agricultrices un financement pour l'embauche de main-d'œuvre agricole, surtout coïncidant avec les phases du cycle agricole où les productrices dépendent spécifiquement de la main-d'œuvre salariée masculine, et réduire les coûts de transport entre les villages, pour accroître l'offre de main-d'œuvre. • Diffuser des informations sur la disponibilité de la main-d'œuvre et les taux de salaire. • Inclure des interventions visant à modifier les normes sociales qui limitent l'accès des femmes à la main-d'œuvre, par exemple, la production de cultures conjointe par le couple, ou l'engagement des maris à aider les femmes dans l'identification de main d'œuvre et la négociation des contrats. • Offrir aux agricultrices des financements ou des réductions pour la location ou l'achat d'outils de mécanisation. • Mettre en place des centres de garde d'enfants au niveau de la communauté. • Intégrer des activités visant à impliquer les hommes dans les tâches ménagères.
Les femmes agricultrices ont un accès limité aux intrants non liés au travail (tels que les engrais de haute qualité, les semences améliorées, etc.), ce qui entrave leur productivité agricole.	• Offrir aux agricultrices un financement ou des remises de prix adaptés à leur trésorerie afin d'encourager l'achat d'engrais. • Certifier les petits sacs d'engrais destinés aux femmes. • Fournir un financement flexible pour les semences. • Accroître l'accès des femmes à l'information sur les semences de bonne qualité et les pratiques agricoles améliorées.

Tableau 1 : Priorités politiques pour réduire les disparités entre les sexes dans l'agriculture africaine

 Contraintes clés	 Stratégies politiques
Les femmes agricultrices font face à un accès limité aux services de formations agricole en raison notamment de niveaux d'éducation inférieurs et de normes sociales restrictives. De plus, les formations existantes ne sont pas adaptées aux besoins spécifiques des femmes, manquent d'une approche sensible au genre et n'exploitent pas efficacement les réseaux sociaux des femmes pour diffuser les connaissances agricoles. Le Réseau FAR est engagé dans l'amélioration de la prise en compte du genre dans les dispositifs de formation agricole. Ses ressources présentent des données et des propositions pour améliorer l'accès des femmes à la formation agricole, leur maintien dans leur formation et leur insertion post formation sur le marché du travail. https://www.reseau-far.com/	• Apporter des formations et des conseils agricoles aux femmes par le biais d'écoles d'agriculture de terrain et des applications de téléphonie mobile. • Identifier des conseillères agricoles pour diffuser l'information parmi les agricultrices et créer ou renforcer des réseaux sociaux féminins pour faciliter la diffusion de connaissances agricoles. • Former les agents de conseil à cibler les agricultrices et à mieux répondre à leurs besoins en matière d'information agricole, et accroître le nombre d'agentes femmes • Inclure dans les formations des compétences socio-émotionnelles (e.g. formation à l'initiative personnelle). • Intégrer des activités visant à modifier les normes sociales sexospécifiques et la dynamique du pouvoir au sein des ménages. • Former le personnel des écoles d'agriculture (formateurs et personnel d'encadrement et de gestion) à l'approche genre. • Encourager la féminisation des postes d'enseignants dans la formation agricole. • Sécuriser les lieux de formation et les adapter aux contraintes des femmes.
Les femmes privilégient la culture de rente à faible valeur, ce qui limite la rentabilité de leur exploitation et leur accès effectif aux marchés agricoles.	• Encourager la culture de semences de haute valeur pour permettre aux femmes d'intégrer des chaînes de valeur dominées par les hommes. • Fournir des services pour faciliter l'accès aux marchés par le biais des technologies de l'information et de la communication (TIC). • Diriger les groupes existants d'agricultrices vers des opportunités du marché et créer de nouveaux groupes d'agricultrices pour diffuser des informations sur les cultures de rente et l'accès aux marchés. • Accroître la participation des femmes à la gestion des cultures commerciales du ménage par le biais d'incitations pour les maris et de formations de couple.

Améliorer les Droits Fonciers des Femmes

La terre est une source majeure de revenus pour la plupart des ménages africains, en particulier ceux qui sont engagés dans l'agriculture. Dans de nombreuses parties de la région, les droits fonciers sont régis par des systèmes coutumiers informels qui, bien que traditionnels, manquent souvent de sécurité et sont influencés par des normes patriarcales qui désavantagent les femmes.

Le renforcement des droits fonciers des femmes peut conduire à une autonomisation significative et à des avantages économiques. Les interventions efficaces consistent à encourager la participation active des femmes aux programmes de formalisation foncière, à corriger les perceptions erronées de la communauté, à éduquer les hommes et à offrir des incitations économiques. Il est prouvé que ces mesures stimulent l'investissement foncier, favorisent la diversification économique et renforcent l'autonomie des femmes.¹⁴

Les programmes de formalisation foncière à grande échelle qui comprennent des objectifs d'équité entre les sexes - comme l'obligation d'enregistrer certains titres fonciers au nom des femmes - se sont avérés efficaces. En Ouganda, les efforts visant à informer les maris des avantages de l'ajout du nom de leur femme et à garantir la présence des épouses lors de l'enregistrement ont permis de faire passer le taux d'inclusion de 66 % à 91 %.¹⁵ De même, en Côte d'Ivoire¹⁶, de simples incitations économiques ou informatives (par une vidéo) ont encouragé les hommes à inscrire le nom de leur femme sur les titres fonciers.

Les avantages de ces politiques vont au-delà de l'enregistrement. En Ouganda, les terres enregistrées au nom des femmes ont permis d'accroître l'utilisation des cultures de rente comme le café, augmentant ainsi de manière significative les revenus des ménages, ce qui est comparable à l'impact d'une importante subvention monétaire pour les femmes. En outre, l'enregistrement des terres a amélioré le pouvoir de décision des femmes au sein des ménages, notamment en ce qui concerne l'allocation des revenus, avec des bénéfices durables pouvant aller jusqu'à cinq ans.

D'autres méthodes, telles que l'officialisation des mariages, sont également testées pour améliorer les droits de propriété des femmes. En Côte d'Ivoire, la comparaison des effets de l'officialisation du mariage et de l'enregistrement des terres vise à identifier les stratégies les plus efficaces pour garantir les droits des femmes et améliorer la productivité agricole.

Adresser les Contraintes de Temps au Sein des Ménages

Il est essentiel de tenir compte des contraintes de temps au sein des ménages pour améliorer la productivité agricole dans les pays à faible revenu où l'agriculture est la principale source de revenus. Les agricultrices jonglent souvent entre les responsabilités liées à la garde des enfants et le travail aux champs, et font face à plusieurs contraintes d'accès à la main-d'œuvre, ce qui limite leur productivité. La mise en œuvre d'interventions ciblées, telles que des programmes de garde d'enfants et la mécanisation, peut atténuer ces contraintes et améliorer les résultats agricoles.



En République Démocratique du Congo, le GIL, en collaboration avec le ministère de l'éducation, l'ONG congolaise « Réseau Provincial des Associations des Femmes pour la Promotion de l'Education » (REPAFE) et Save the Children, a piloté des centres ruraux de garde d'enfants dans la province de Kongo Central. Ces centres, opérationnels cinq jours par semaine, ont utilisé les infrastructures communautaires et respecté les normes nationales ainsi que les meilleures pratiques internationales en matière de développement de la petite enfance. Les centres ont rencontré une forte demande, avec plus de 70 % des ménages participant. Les femmes ont déclaré avoir moins besoin de s'occuper de plusieurs tâches en même temps que leurs travaux agricoles, ce qui a amélioré leur concentration et leur bien-être général. Ce changement a, par conséquent, stimulé la productivité agricole et les revenus des ménages, tout en ayant un impact positif sur le développement des enfants.¹⁷

En Côte d'Ivoire, le GIL a travaillé avec le ministère de l'Agriculture dans le cadre du Projet d'appui à l'agriculture (PSAC) afin d'évaluer l'impact des kits de mécanisation subventionnés (bœufs et équipement de traction) sur les producteurs de coton. La fourniture de ces kits a entraîné une augmentation de 7 % de la production et des revenus du coton à court terme et une expansion de 6 % de la surface cultivée à plus long terme. La mécanisation a également permis de réduire le travail agricole des épouses et des filles, d'améliorer la santé des filles et d'encourager les femmes à travailler en dehors de l'exploitation dans des régions où les normes en matière de genre sont restrictives. Ces résultats mettent en évidence l'impact significatif des technologies d'économie de main-d'œuvre sur les ménages et sur le bien-être.¹⁸

Alors que la main-d'œuvre est un intrant essentiel à la productivité agricole, les agricultrices ont moins accès que les hommes à la main-d'œuvre domestique ainsi que salariée et tirent moins de bénéfices de du travail qu'elles embauchent. Cela s'explique par une série de contraintes : les travailleurs hommes ont plus de force physique ou peuvent fournir plus d'heures de travail - et de manière plus ciblée - car ils exercent moins de responsabilités domestiques. Les agricultrices ont également moins accès à la main-d'œuvre des autres membres du ménage, entre autres, parce que les parcelles de cultures de rente appartenant aux femmes ne sont pas prioritaires dans les décisions d'approvisionnement et d'allocation de la main-d'œuvre des ménages.¹⁹ En outre, les femmes embauchent moins de main-d'œuvre externe car elles ne sont souvent pas en mesure de payer les salaires des travailleurs agricoles. Il est essentiel que les programmes visant à améliorer la productivité des agricultrices adoptent des approches innovantes et holistiques pour faire face à ces contraintes. Les solutions à tester comprennent : des services de mise en relation avec la main-d'œuvre combinés avec des programmes de formation et d'autonomisation des femmes ; des outils financiers adaptés aux femmes qui embauchent des travailleurs, tels que des prêts à court terme à des moments critiques de la saison agricole ou couvrant les paiements de salaires ; et des interventions visant à modifier les normes sociales sexospécifiques, par exemple, la production de cultures conjointe par les couples, ou l'engagement des maris à aider les femmes dans l'identification de main d'œuvre et la négociation des contrats.

Des solutions efficaces aux contraintes de temps, telles que les programmes de garde d'enfants, la mécanisation, et un meilleur accès à la main-d'œuvre, peuvent améliorer considérablement la productivité agricole et les résultats économiques des agricultrices. En libérant le temps des femmes et en réduisant leur charge de travail, ces interventions améliorent leur productivité et leur pouvoir de décision au sein du ménage. L'expérience du Congo et de la Côte d'Ivoire montre que la prise en compte de ces contraintes ne stimule pas seulement les performances agricoles, mais a également des effets positifs et durables sur le revenu des ménages et le bien-être général des femmes.

Surmonter les Obstacles Financiers

Les agricultrices d'Afrique subsaharienne sont confrontées à d'importants obstacles financiers qui limitent leur productivité agricole. Elles ont moins accès à l'argent liquide, au crédit et aux technologies financières que leurs homologues masculins, ce qui les empêche d'investir dans l'amélioration de leur pratique agricole. L'écart entre les hommes et les femmes sur le continent en ce qui concerne la possession d'un compte financier formel est de 12 points de pourcentage, et les femmes des zones rurales sont moins susceptibles de posséder un téléphone portable, ce qui limite encore plus leur engagement financier. Les normes sociales limitent souvent le contrôle des femmes sur leur propre argent, ce qui a un impact négatif sur leur productivité agricole. En s'attaquant à ces contraintes financières par des solutions innovantes, on peut améliorer de manière significative la productivité agricole et les résultats économiques des femmes.

Au Burkina Faso, les agricultrices sont particulièrement affectées par le manque d'installations de stockage adéquates et par les imperfections du marché du crédit. Le GIL a relevé le défi en mettant en œuvre un système innovant de crédit sur stock connu sous le nom de warrantage, ou crédit-stockage. Ce système permet aux agriculteurs de stocker leurs récoltes et d'accéder au crédit en utilisant les grains stockés comme

garantie, avec des prêts allant généralement jusqu'à 80 % de la valeur des grains. Le montant moyen du prêt était de 40 dollars, avec un taux d'intérêt annuel de 9,75 %. Le système a été adopté à 92 %, avec un taux de participation des ménages dirigés par des femmes équivalent à ceux dirigés par des hommes. Des améliorations significatives de la valeur des récoltes (+15%) ont notamment été enregistrées pour les ménages utilisant le warrantage. Les fonds supplémentaires ont permis d'augmenter les investissements dans l'éducation, le bétail et les intrants agricoles.²⁰

Dans le cadre d'une autre initiative, le GIL a mis en place des comptes d'épargne bloqués pour les femmes travaillant dans le secteur de la transformation des noix de cajou, afin de réduire les pressions redistributives qui souvent découragent l'investissement et l'engagement sur le marché du travail. Cette pression influe sur la décision des femmes de rejoindre le marché du travail. Par exemple, 74 % des personnes interrogées dans notre étude ont confirmé que « si quelqu'un dans la communauté décide de commencer à travailler dans une usine ou dans un emploi formel, les gens demanderont plus souvent une aide financière à cette personne ». L'intervention a permis aux travailleuses d'accéder à un compte épargne sur lequel ont été transférés les gains réalisés par les ouvrières. Le taux d'utilisation du compte a été élevé (60 %) et a permis aux travailleuses d'augmenter leur assiduité de 9,7 % et leurs revenus de 11,4 %, sans réduire la redistribution des revenus. Ces résultats soulignent l'efficacité de l'amélioration du contrôle des femmes sur leurs revenus grâce à des options d'épargne privée, ce qui se traduit par un bien-être et un engagement économique accrus.²¹





Des solutions financières innovantes, telles que les systèmes de crédit-stockage et les comptes d'épargne privés, peuvent répondre efficacement aux contraintes financières auxquelles sont confrontées les agricultrices. En améliorant l'accès au crédit et aux outils financiers, et en renforçant le contrôle des femmes sur leurs revenus, ces interventions peuvent améliorer la productivité agricole et le bien-être économique. Les expériences du Burkina Faso et du secteur de la transformation de la noix de cajou en Côte d'Ivoire montrent que le renforcement de l'inclusion financière et la protection des revenus des femmes peuvent entraîner des gains substantiels en termes de productivité, d'investissement et de bien-être en général.

Fournir des Services de Formation et de Conseil Agricole Sensibles à la Dimension de Genre

Les programmes de conseil et de formation agricoles sont essentiels pour améliorer les connaissances et les pratiques des agriculteurs, mais ils ne répondent souvent pas suffisamment aux besoins spécifiques des agricultrices. Notamment, des normes sociales restrictives limitent le pouvoir de négociation des femmes au sein du ménage ainsi que leurs réseaux professionnels, et réduisent leur accès à la formation et aux services de conseil. En intégrant des stratégies sensibles au genre dans ces programmes, telles que l'augmentation du nombre de formateurs et de conseillers agricoles féminins et l'intégration du genre dans l'offre de formation, il est possible d'améliorer la productivité des agricultrices et de combler le fossé entre les hommes et les femmes dans l'agriculture. Le Réseau FAR a exploré les questions de l'amélioration de l'accès des femmes à la formation agricole, à leur maintien dans les formations et à leur insertion sur le marché du travail après leur formation. Des contributions issues des pays dans lesquels

il est actif en Afrique proposent des expériences qui ont été testées par des acteurs et actrices de terrain (<https://www.reseau-far.com/24-initiatives-genre-dans-la-formation-agricole-et-rurale-en-afrique/>). Le GIL a exploré plusieurs approches pour rendre les services de conseil agricole plus efficaces pour les femmes.

En Éthiopie, le projet de renforcement des capacités rurales (RCBP) a intégré des améliorations sensibles au genre, telles que l'augmentation du nombre de conseillères agricoles et leur formation sur des questions spécifiques au genre. Cette approche a conduit à une augmentation de la superficie des terres cultivées et à une adoption accrue des cultures de rente. Les bénéfices ont été répartis équitablement entre les hommes et les femmes. Cependant, ces initiatives n'ont pas suffi à combler l'écart global entre les sexes, car les femmes partaient d'une situation initialement désavantageuse.²²

En Côte d'Ivoire, le GIL a testé l'impact de la fourniture de plants d'hévéa subventionnés, accompagnés d'une formation agricole standard généralement destinée aux hommes, et a facilité l'inclusion des femmes en adoptant une optique de ménage. En effet, une formation de couple aux pratiques agricoles a été intégrée au programme, consistant en l'élaboration conjointe d'un plan d'action pour gérer les tâches de la ferme, et résolvant ainsi les éventuels obstacles comportementaux à la coopération. Cette approche a conduit à une planification agricole de meilleure qualité, une augmentation de la gestion par les femmes des cultures de rente, et une augmentation substantielle de la valeur de la production agricole du ménage. La formation, d'un bon rapport coût-efficacité (31 USD par ménage), a permis de multiplier par 11 le facteur de rentabilité.²³

Dans les zones rurales de l'Ouganda, un programme de vulgarisation a utilisé les réseaux sociaux féminins pour diffuser les connaissances agricoles. Chaque femme a été associée à une autre cultivatrice de coton qu'elle ne connaissait pas auparavant ce qui a considérablement augmenté leur productivité et a également eu des retombées positives pour les cultivateurs masculins. L'amélioration des connaissances, mesurée par des tests, a contribué à environ 20 % des gains de productivité.²⁴

Au Mozambique, une combinaison de conseil agricole et de formation à l'initiative personnelle visant à favoriser les compétences entrepreneuriales a été mise en œuvre. Cette double approche a permis d'améliorer considérablement les pratiques agricoles, d'accroître les surfaces cultivées et d'augmenter sensiblement le nombre de femmes à la tête d'entreprises rentables en dehors de l'exploitation. La formation a non seulement amélioré les résultats agricoles, mais elle a également entraîné une augmentation des dépenses des ménages et des avantages économiques durables.

L'intégration d'approches sensibles au genre dans les programmes de formation et de conseil agricole peut considérablement améliorer leur efficacité pour les agricultrices. En augmentant la représentation des femmes parmi les formateurs et les conseillers agricoles, en proposant des formations pour les couples, en tirant parti des réseaux sociaux et en encourageant l'esprit d'entreprise, ces programmes peuvent mieux répondre aux besoins des femmes et améliorer leur productivité agricole. Les preuves recueillies en Éthiopie, en Côte d'Ivoire, en Ouganda et au Mozambique soulignent le potentiel d'interventions personnalisées pour combler les écarts entre les sexes et stimuler la croissance économique dans l'agriculture.



Intégrer les Femmes dans les Chaînes de Valeur des Cultures de Rente

En Afrique, les femmes se consacrent souvent à des cultures de faible valeur, ce qui limite leur potentiel économique. Cependant, lorsque les femmes gèrent des parcelles de cultures de rente et reçoivent les mêmes ressources que les hommes, leur productivité peut égaler celle de leurs homologues masculins. Le GIL a identifié deux stratégies efficaces pour aider les femmes à passer à des cultures de rente de plus grande valeur : l'engagement des deux conjoints dans des mesures d'incitation comportementale et l'octroi de subventions en espèces par le biais de programmes communautaires.

En Ouganda, le GIL a mis en œuvre deux interventions visant à renforcer la participation des femmes à la production de cultures commerciales. L'une d'entre elles consistait à organiser des ateliers pour les couples, axés sur la communication, la sensibilité au genre et la participation conjointe à la culture de rente. Une autre approche proposait de petites incitations aux hommes pour qu'ils transfèrent les contrats de canne à sucre à leurs épouses. Les résultats ont montré qu'environ 70 % des ménages ont accepté d'enregistrer un lot de canne à sucre au nom de la femme, ce qui a permis d'accroître l'engagement des femmes auprès des sociétés d'achat et d'augmenter le nombre de lots détenus par des femmes. Les deux interventions ont amélioré l'autonomisation des femmes, leur satisfaction à l'égard de la vie et leur accès aux ressources, mais leur combinaison n'a pas apporté d'avantages supplémentaires.²⁵

Au Nigeria, le projet USAID Feed the Future Nigeria Livelihoods Project (FNLP) a combiné d'importants transferts monétaires avec un programme de soutien communautaire afin d'encourager la participation des femmes à des entreprises non agricoles. Avant le programme, les taux de participation des femmes au marché du travail étaient très faibles. La plupart des femmes se consacraient uniquement aux travaux domestiques ou à la garde des enfants. Après le programme et à la fin de l'étude, 57 % des femmes ayant reçu des transferts monétaires en combinaison avec le programme de soutien communautaire FNLP s'engageaient dans des activités non agricoles. La majorité de ces femmes ont démarré leurs propres petites entreprises, souvent à domicile, comme une petite boutique, la confection de gâteaux ou la transformation de riz. Les ménages les plus vulnérables ont diversifié leurs sources de revenus, s'éloignant d'une dépendance excessive à l'agriculture à petite échelle. Cette approche a permis d'accroître la participation à des activités à domicile telles que le petit commerce et la transformation du riz, tandis que l'accent mis sur la communauté a permis d'atténuer la résistance aux transferts monétaires directs aux femmes.²⁶

Des interventions ciblées, telles que l'engagement des couples et la provision de transferts monétaires, peuvent intégrer efficacement les femmes dans des activités de culture de rente à plus forte valeur ajoutée. Les preuves recueillies en Ouganda et au Nigeria mettent en évidence les effets positifs de ces stratégies sur l'autonomisation et la participation économique des femmes, et offrent des indications précieuses pour améliorer le rôle des femmes dans l'agriculture et les activités d'entreprise.



Endnotes

- 1 Comme moins d'agriculteurs sont nécessaires pour produire la même quantité de produits agricoles. Voir Byerlee et al., 2009.
- 2 Niklas Buehren. 2023. Gender and agriculture in sub-Saharan Africa: Review of constraints and effective interventions. Africa Gender Innovation Lab technical paper. World Bank.
- 3 FAO. 2023. La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires. Rome. Les données de l'échantillon de 11 pays d'Afrique subsaharienne dans la Figure A montrent que plus de 50 % des travailleurs de moins de 25 ans sont employés dans les systèmes agroalimentaires dans tous les pays.
- 4 Costa, V., Piedrahita, N., Mane, E., Davis, B., Slavchevska, V. & Gurbuzer, Y. L. 2024. *Women's employment in agrifood systems. Background paper for The status of women in agrifood systems, 2023*. Rome, FAO.
- 5 World Bank. 2024. Top Policy Lessons in Agriculture (English). Africa Gender Innovation Lab.
- 6 Donald, Lawin, Rouanet, 2020; 2020. "Reducing the Agricultural Gender Gap in Cote d'Ivoire [L'Écart Entre Hommes Et Femmes Dans Le Secteur Agricole En Côte D'Ivoire]," World Bank Publications - Reports 33325, The World Bank Group; Africa GIL Ethiopia Gender Diagnostics: Building the Evidence Base to Address Gender Inequality in Ethiopia, 2019; Donald, A., Islam, T.; Robakowski, A. 2024. "Explaining Gender Differences in Economic Outcomes in Burkina Faso" Policy Research Working Paper. World Bank..
- 7 World Bank; ONE Campaign. 2014. Levelling the Field: Improving Opportunities for Women Farmers in Africa. World Bank, Washington, DC.
- 8 World Bank; ONE Campaign. 2014. Levelling the Field: Improving Opportunities for Women Farmers in Africa. World Bank, Washington, DC.; voir aussi Croppenstedt, Goldstein and Rosas, 2013.
- 9 FAO and AUC. 2020. Leaving No One Behind – A Regional Outlook on Gender and Agrifood Systems. Addis Ababa.
- 10 UN Women, UNDP, UNEP, and the World Bank. 2015. *The cost of the gender gap in agricultural productivity in Malawi, Tanzania, and Uganda (English)*. Washington, D.C.: World Bank Group.
- 11 Fashogbon, Ayodele Emmanuel; Morrison, Laurel Elizabeth; Sahay, Abhilasha; Vaillant, Julia. 2023. *Gender Gaps in Agriculture Productivity and Public Spending in Nigeria (English)*. Nigeria Gender Innovation Lab Washington, D.C.: World Bank Group.
- 12 OCHA. 2023. Discussion Paper: Gendered drivers, risks and impacts of food insecurity in the Sahel and the Horn of Africa; voir aussi Niklas Buehren. 2023. Gender and agriculture in sub-Saharan Africa: Review of constraints and effective interventions. Africa Gender Innovation Lab technical paper. World Bank.
- 13 Ruel MT, Alderman H; Maternal and Child Nutrition Study Group. "Nutrition-sensitive interventions and programmes: how can they help to accelerate progress in improving maternal and child nutrition?" *Lancet*. 2013 Aug 10;382(9891):536-51.
- 14 World Bank. Top Policy Lessons in Women's Property Rights (English). Gender Innovation Lab Washington, D.C.: World Bank Group.
- 15 Cherchi, Ludovica; Goldstein, Markus; Habyarimana, James; Montalvao, Joao; O'Sullivan, Michael; Udry, Chris; Gruver, Ariel. 2019. Empowering Women Through Equal Land Rights: Experimental Evidence From Rural Uganda. Gender Innovation Lab Policy Brief; No. 33. © World Bank, Washington, DC.
- 16 Donald, Aletheia; Goldstein, Markus; Hartman, Alexandra; La Ferrara, Eliana; O'Sullivan, Michael; Stickler, Mercedes. 2020. What's Mine

- is Yours: Pilot Evidence from a Randomized Impact Evaluation on Property Rights and Women's Empowerment in Cote d'Ivoire. © World Bank, Washington, DC.
- 17 Donald, Aletheia; Vaillant, Julia; Campos, Francisco; Cucagna, Maria Emilia. 2018. Caring about Carework: Lifting Constraints to the Productivity of Women Farmers in the Democratic Republic of the Congo. World Bank, Washington, DC.
 - 18 Brudevold-Newman, Andrew Peter; Donald, Aletheia Amalia; Rouanet, Lea Marie. Steered Away from the Fields: Short-Term Impacts of Oxen on Agricultural Production and Intra-household Labor Supply (English). Policy Research working paper; no. WPS 10516; Impact Evaluation series. World Bank, Washington, DC.
 - 19 Carranza, Eliana; Donald, Aletheia; Jones, Rachel; Rouanet, Léa; Rouanet, Léa. 2017. Time and Money: A Study of Labor Constraints for Female Cotton Producers in Cote d'Ivoire. Gender Innovation Lab Policy Brief; No. 19. © World Bank, Washington, DC.
 - 20 Delavallade, Clara and Godlonton, Susan. 2023. Locking Crops to Unlock Investment: Experimental Evidence on Warrantage in Burkina Faso. Journal of Development Economics. 102959.
 - 21 Carranza, Eliana; Donald, Aletheia; Grosset, Florian; Kaur, Supreet. 2022. The Social Tax: Redistributive Pressure and Labor Supply. Policy Research Working Papers;10155. World Bank, Washington, DC.
 - 22 Buehren, N.; Goldstein, M.; Molina, E.; and Vaillant, J. 2019. The Impact of Strengthening Agricultural Extension Services on Women Farmers: Evidence from Ethiopia. Agricultural Economics 50(4): 407–19.
 - 23 Donald, Aletheia; Goldstein, Markus; Rouanet, Léa. 2022. Two Heads Are Better Than One: Agricultural Production and Investment in Côte d'Ivoire. Policy Research Working Papers;10047. World Bank, Washington, DC.
 - 24 Vasilaky, Kathryn and Leonard, Kenneth. 2016. As Good as the Networks They Keep?: Improving Outcomes through Weak Ties in Rural Uganda. Economic Development and Cultural Change. 10.1086/697430.
 - 25 Kate, Ambler; Kelly, Jones; Michael, O'Sullivan. Facilitating women's access to an economic empowerment initiative: Evidence from Uganda. World Development, Volume 138, 2021.
 - 26 Bastian, Gautam; Goldstein, Markus; Papineni, Sreelakshmi. 2017. Are Cash Transfers Better Chunky or Smooth?: Evidence from an Impact Evaluation of a Cash Transfer Program in Northern Nigeria. Gender Innovation Lab Policy Brief; No. 21. World Bank, Washington, DC.

Lorem ipsum



Réseau FAR - Le Réseau FAR est engagé depuis 18 ans en faveur de la formation agricole et rurale. Il favorise le dialogue entre les acteurs politiques, le monde professionnel, les structures de formation, et les collectivités territoriales afin d'améliorer la production agricole et la sécurité alimentaire. Il place la formation agricole et rurale au coeur des politiques publiques et accompagne les pays pour adapter les dispositifs de FAR à leurs enjeux nationaux, régionaux et internationaux.

www.reseau-far.com



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Laboratoire d'Innovation sur le Genre en Afrique (GIL) - Le GIL de la Banque Mondiale cherche à identifier des politiques efficaces pour lutter contre les inégalités entre les sexes en Afrique en favorisant les opportunités économiques et l'autonomisation sociale des femmes. Il produit des preuves destinées aux décideurs pour traiter les causes sous-jacentes de l'inégalité entre les sexes. Le GIL identifie également des solutions innovantes pour adresser ces contraintes et les évalue de façon rigoureuse, notamment dans le secteur agricole.

www.worldbank.org/en/programs/africa-gender-innovation-lab